

PRIX : 3000 FG

# Le Démocrate

N° 1097 DU MARDI 9 NOVEMBRE 2021 \* ZONE CFA 500 \* HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS

P.3



Expulsé du bâtiment qu'il occupait, l'ancien PAN lâche

**«La raison de mon expulsion c'est ailleurs... sans démagogie, je crois en Dieu»**

Bill de Sam, ministre de la Culture

**«C'est un appel de la nation, je suis tenu de respecter et de répondre»**

P.2

Le ministre Morissanda répond à la CEDEAO

**« Nous sommes plus pressés qu'eux, mais... »**

P.6

P.4



Transitions en Guinée et au Mali

**Le président par intérim du Conseil des Maliens de Guinée flagelle la CEDEAO**

## BILL DE SAM, MINISTRE DE LA CULTURE

# «C'est un appel de la nation, je suis tenu de respecter et de répondre»

24 heures après sa nomination au poste de ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat, Alpha Soumah alias Bill de Sam a été joint par téléphone par nos confrères de FIM FM, le vendredi, 05 novembre 2021. Dans cet entretien l'artiste a exprimé ses sentiments sur son choix par rapport à son expérience personnelle et non en tant qu'homme politique. Selon lui, pour réussir sa mission, il compte faire appel à des compétences internes et externes... Lisez !



**Bonjour M. Soumah ! Pour nous la jeune génération qui avons été bercée par l'artiste que vous êtes à travers votre musique, aujourd'hui comment avez-vous accueilli cette nomination ? Quel message se cache derrière le choix porté sur vous pour diriger entre autres le secteur de la culture ?**

**Le Démocrate :** C'est un sentiment de fierté. Je

pense que tout fils de Guinée, parmi ces 14 millions d'habitants, celui qui est choisi pour assurer un poste ministériel doit être fier et doit se dire que c'est un grand challenge et que normalement il faut qu'il mérite cette confiance des autorités. C'est un mélange de sentiment de fierté et de crainte de penser qu'on a une grande responsabilité et qu'on fera tout pour aller jusqu'au bout.

**Aujourd'hui la culture guinéenne bat de l'aile, le tourisme pratiquement à l'agonie. Quelles seront les priorités de M. Soumah ?**

Je pense qu'on ne va pas aller trop vite en besogne. Ce

matin il est question de faire l'installation, je suis déjà posté, j'attends que ça se passe ensuite faire l'état de lieu et voir ce qui a été fait, ce qui a marché et ce qui n'a pas marché avant de parler.

**Quand on a été consulté pour occuper un poste ministériel, on a quand même son hypothèse de base, on a son plan de travail qu'on peut respecter sur la base des informations obtenues en faisant l'état de lieu, ça voudrait dire que vous n'aviez aucune idée du ministère de la Culture ?**

Moi-même étant de la culture, je peux vous énumérer certains problèmes mais ce que je veux dire c'est d'éviter d'aller vite en besogne, on sait bien que la culture aujourd'hui c'est le plus pauvre de tous les départements ministériels. Les différentes assemblées qui se sont succédé, les députés en parlent moins. Les responsables politiques presque jamais, donc tout c'est à voir, ça fait que ça crée des problèmes et que les artistes aujourd'hui que ce soit le droit de l'auteur, que ce soit au niveau de leurs formations ou intégration, il y a beaucoup de chose à faire. Comme je l'ai dit la forme est connue

mais sur le fond il va falloir se retrouver et faire l'état de lieu ensuite se projeter. J'ai beaucoup d'idées là-dessus mais je me réserve d'aller plus en profondeur.

**Est-ce qu'Alpha Soumah dans sa double dimension homme politique et homme de culture qui aura été sollicité à ce gouvernement ou est-ce que c'est un homme politique qui a été appelé à venir à ce gouvernement même si vous venez au ministère de la culture ?**

Il faut savoir qu'avec cette transition, on est en politique, mais pas forcément en politique, c'est un appel de la nation. C'est vrai que la fonction ministérielle est politique mais cette nouvelle équipe donne une dynamique de construction, de refondation, de travail structuré sur les institutions et sur les départements ministériels. Je pense qu'il y aura moins de politique, il y aura beaucoup plus de pragmatique et ce choix qui a été porté sur moi, je ne pense pas que j'ai été choisi en tant que politicien. Je pense que j'ai été choisi par rapport à mon vécu ; par rapport à mon expérience personnelle comme je l'ai dit, c'est un appel de la nation.

Donc, je suis tenu de respecter et de répondre.

**Est-ce qu'aujourd'hui vous Bill de Sam qui venez au ministère de la Culture. Est-ce que vous avez conscience, que c'est un ministère régalien et qui concerne tout le monde ?**

Bien Sûr ! Par définition simple : la culture c'est un ensemble de valeurs matérielles et immatérielles d'une communauté par opposition à une autre.

La culture guinéenne est vaste, elle est multiforme. Apprendre la culture de l'autre c'est d'apprendre à nous aimer et à nous accepter.

Aujourd'hui, je pense que la culture doit occuper une place de choix dans l'éducation physique mais aussi et surtout dans l'intégration interne même en Guinée, c'est pourquoi nous allons un peu travailler dans ce sens-là, des affaires à découvrir, communiquer beaucoup et aussi voir quelles sont les pans de la promotion culturelle qui sont plus adaptés à nos réalités. Nous allons faire appel à des compétences internes et éventuellement externes.

*Une synthèse d'Alpha Amadou Diallo*

## Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

**Siège:** Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince  
Commune de Ratoma  
Email: [lindependantguinee@gmail.com](mailto:lindependantguinee@gmail.com)  
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427  
Conakry

### Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26  
68 Email: [dialloamsadjo@gmail.com](mailto:dialloamsadjo@gmail.com)

### Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO  
Alpha Amadou DIALLO  
Amadou Tidiane DIALLO  
Moussa THIAM

### P.A.O

N. S. SOUMAORO

### Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.  
664.63.09.53/  
622.04.62.21

E-mail [madalogo1@gmail.com](mailto:madalogo1@gmail.com)

**Distribution:** SPIC / Maison du Livre

**Impression :** SPIC/Imprimerie

Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site [www.kefinafasso.com](http://www.kefinafasso.com)

## GOUVERNEMENT DE TRANSITION

# Gaoual Diallo, Abé Sylla Bill de Sam... font leur entrée

**A travers une série de décrets lue tard la nuit du jeudi, à la télévision nationale, le président de la transition a bouclé la liste des membres du gouvernement de Mohamed Béavogui.**

Moussa Magassouba est nommé ministre des Mines et de la Géologie ;

Alpha Soumah « Bill de Sam » artiste est nommé ministre de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat ;

Aminata Kaba est nommée ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique ;

Ibrahima Abé Sylla est

nommé ministre de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures,

Ousmane Gaoual Diallo est nommé ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire ;

Elhadj Karamo Diawara est nommé Secrétaire Général aux Affaires religieuses.

*Amadou Tidiane Diallo*



## EXPULSÉ DU BÂTIMENT QU'IL OCCUPAIT, L'ANCIEN PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE LÂCHE

### « La raison de mon expulsion, c'est à ailleurs..., sans démagogie, je crois en Dieu »

Après 40 ans de location à la Minière dans un bâtiment de l'Etat, Amadou Damaro Camara, ancien président de l'Assemblée nationale a été expulsé. Ce cacique n'a eu que 24 heures pour quitter l'habitation.



D'ailleurs il n'a pu emporter que quelques biens, alors qu'il venait de renouveler son bail avec l'état il y a juste moins de trois ans.

Sa sortie lors de la

dernière conférence de presse du RPG/AEC (ancien parti au pouvoir) en est-il la cause ? Le concerné n'épargne pas cette piste.

« On n'est plus dans le droit. (...) La raison de mon expulsion, c'est ailleurs. Le meilleur arbitre, c'est le peuple. À moins que le peuple m'est rejeté, apparemment ce n'est pas ça. Je suis un fervent croyant, sans démagogie, je crois en Dieu », laisse

entendre Amadou Damaro Camara, tout en indiquant qu'il ne va pas saisir la justice. « Je ne porterai pas plainte. J'ai obtempéré. Je suis un croyant », fait-il

sur mosaiqueguinee.com.

Sur les circonstances de son délogement, l'ancien PAN laisse entrevoir une injustice. « On m'a demandé de libérer la maison dans 24 heures. Aux environs de 11h40', le directeur général adjoint du patrimoine bâti m'a joint pour me dire : « tonton je voulais vous voir ». Je lui ai répondu que je suis en route, j'y serai dans 5 minutes. J'arrive, il me notifie que le colonel Balla Samoura l'a intimé de me dire de libérer ma maison ce week-end. Je lui ai demandé : c'est-à-dire parce que nous sommes samedi et il est midi. Il m'a dit que j'en ai jusqu'à dimanche.

Je lui ai dit mais : « on a un bail de construction depuis des années avec vous. Tu ne lui (Balla Samoura) a pas dit ça ? ». Il

me répond « si, il le lui a dit ». Je lui ai dit que nous payons nos redevances chaque année et que c'est en fonction de ça que j'ai fait cet investissement depuis 2010-2011 dans la maison. Il me répond aussi « OUI ».

On est resté aux Etats-Unis, on a construit à l'intérieur, quand on est rentré en 2009, on y a habité. En on a enlevé la maisonnette de la cité, on l'a remplacé parce que conscients qu'on a un bail de 60 à 65 ans. Il me dit OUI, on lui en a parlé.

J'ai appelé moi-même le colonel Balla Samoura (haut commandant de la gendarmerie). Je lui ai dit : colonel, ce n'est pas juste une maison d'habitation, j'ai un bail de construction ». Il m'a répondu : « Oui, beaucoup ont ça, mais vous

allez libérer la maison ». J'ai dit d'accord, mais j'ai vécu ici pendant 41 ans. Le 20 novembre prochain, ça fera 41 ans. Il me dit « oui », beaucoup ont ces baux, mais il faut quitter. J'ai dit mais : « vous me demandez de quitter d'ici demain quand même? ». Il me répond qu'il faut quand même prendre des actions pour quitter.

C'est ainsi que j'ai appelé les enfants. A l'heure où je vous parle, on n'a pratiquement pris que ce dont a besoin. Là où je vous parle j'ai quitté. J'ai pris juste les habits, on a laissé le reste. Le matériel si Dieu nous prête la vie, on pourrait en avoir. On ne va pas se mettre à prendre des meubles », a-t-il confié dimanche dernier, dans un media de la place.

Sadjo Diallo

## MAKANERA DÉFIE L'UFDG

### « Ils n'ont qu'à se lever tout de suite, dire qu'ils veulent faire le coup d'Etat à Mamadi Doumbouya... »

Lors d'une conférence de presse qui s'est déroulée au siège du RPG à Conakry, Alhousseiny Makanera s'est amusé à dévoiler ce qu'il pense être l'UFDG de Cellou Dalein Diallo.

De prime abord, il a indiqué à l'endroit des militants : « Heureusement, vous connaissez maintenant suffisamment les gens de l'UFDG. Je vais vous donner ce qui est très très intéressant dans ce qu'ils font pour se découvrir davantage avant le choix. L'UFR, c'est leur allié du FNDC et tout. Mais quand il (Cellou Dalein Diallo nldr) est parti à Bruxelles, le trophée de l'UFDG c'est quoi ? C'est dire que tous les membres du bureau fédéral de l'UFR de Bruxelles a rejoint l'UFDG. C'est ce qu'on appelle l'alliance avec l'UFDG. »

Avant d'appuyer son



analyse : « Vous savez quand il est parti à Bruxelles, il a eu un meeting et une rencontre avec la coordination du Fouta. Lors du meeting, il dit que c'est eux qui se sont battus. C'est eux qui ont rendu le coup d'Etat opportun et possible. Et ici, sur toutes les radios, il disait que ceux qui ont été arrêtés, ils ont été arrêtés injustement. Ils n'ont qu'à se

lever tout de suite, dire qu'ils veulent faire le coup d'Etat à Mamadi Doumbouya. On va voir ce qu'il va faire. S'il va les caresser ou s'il va les envoyer à l'hôtel. C'est pourquoi moi je ne me suis jamais trompé. J'ai dit peut-être qu'il peut y avoir des innocents. Mais ce qui est sûr, parmi ceux qui étaient arrêtés, il y avait des comploteurs qui

voulaient renverser le pouvoir légitime. Il y avait des gens qui ont instrumentalisé, organisé la boucherie que vous avez connue quand on a arrêté le train. On a tué combien de personnes ? Combien d'agents des forces de l'ordre ont été tués ? »

Il a aussi rappelé qu'il a, « vécu avec Bah Mamadou, après avec Siradio Diallo et

avec mon frère Bah Ousmane. Mais à cette époque vous savez ce qu'on disait du Fouta? On dit le Peul même s'il n'est pas avec toi, quand tu vas chez lui, il te reçoit bien; il te loge bien, il te donne à manger et quand tu quittes, il te donne ce qu'on appelle fanda (cadeau d'aurevoir, nldr). C'est pourquoi j'ai dit que l'UFDG est plus dangereux pour la coutume et les sages du Fouta que nous autres. Parce que ce que le Fouta a de plus cher, c'est ce que l'UFDG est en train de détruire ».

« Vous avez vu leur idée

de justice. Eux, ils font 7 ans renouvelables à l'infini. Nous nous faisons 6 ans renouvelable une fois. Mais lui, il est au-dessus de la loi, alors qu'il n'est même pas président encore. Il dit que lui il veut participer à l'élection présidentielle, mais il faut écarter le RPG. Je dis à ses alliés, que mon père m'a dit pour connaître l'homme, il faut voir comment il traite son ennemi. Parce que tôt ou tard toi aussi tu peux être de ce côté-là. Il te traitera de la même manière », a-t-il conclu.

guinee7.com

### Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au  
Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21  
E-mail : l independant guinee@gmail.com

## TRANSITIONS EN GUINÉE ET AU MALI

## Le président par intérim du Conseil des Maliens de Guinée flagelle la CEDEAO



transitions. D'ailleurs, il annonce la tenue prochaine d'une manifestation de soutien des Maliens de Guinée en faveur du Mali.

**Lisez ci-dessous un extrait de cet entretien**

« Si aujourd'hui les militaires ont pris le pouvoir dans ces deux pays, c'est parce que les politiques ont échoués. Au Mali,

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a lors du sommet extraordinaire qu'il a tenu le dimanche 7 novembre dernier, maintenu les sanctions contre les putschistes en Guinée et au Mali. Une position diversement appréciée par les citoyens de ces deux pays. Contrairement à ceux qui trouvent « normale » cette décision, le vice-président, également président par intérim du Conseil des Maliens de Guinée désapprouve la démarche de la CEDEAO. Dans un entretien qu'il nous a accordé, Baba Lah estime que l'institution devrait plutôt accompagner les deux

nous voulons que les militaires restent, avec une durée limitée. C'est-à-dire nous voulons qu'ils jettent les bases de la démocratie et du développement.

Si la transition ne se passe bien, ça ne sera pas bon du tout. En tout cas c'est notre dernière cartouche que ce soit au Mali ou en Guinée. Et il faut que ces deux pays frères se soutiennent. Comme on le dit souvent, le Mali et la Guinée, ce sont deux poumons dans un même corps. Les militaires qui sont au pouvoir, c'est la même génération, ils ont le même objectif, celui de libérer leurs peuples, mais aussi obliger les gens à penser à la République. Si

ça va au Mali, ça va en Guinée, vice versa. Je souhaite que la paix règne dans ces deux pays, que les transitions se passent dans les meilleures conditions.

Par rapport à la CEDEAO, il faut souligner qu'elle est devenue aujourd'hui un syndicat de chefs d'Etat. Et en Guinée ici, il y a eu un troisième mandat, que la CEDEAO a cautionné. Tout le monde savait que c'était une bombe à retardement. Au Mali, nous sommes sortis pour dire non à la CEDEAO, non à la France. Bientôt les Maliens de Guinée vont organiser un soutien à notre pays, aux nouvelles autorités. La CEDEAO doit arrêter cette pression. Elle doit écouter les peuples, être la CEDEAO des peuples au lieu d'être un syndicat des chefs d'Etat.

En Guinée, il y a même quelques avancées : il y a eu la réouverture des frontières, la libération des détenus politiques, la baisse du prix du carburant, l'allègement des mesures barrières, et aussi les militaires continuent de mettre les gens en confiance. Toutes ces choses-là sont des acquis ».

*Propos recueillis par Amadou Sadjo Diallo*

## LANSANA KOUYATÉ

### « Les militaires doivent céder le pouvoir rapidement... »

Le président du parti de l'espoir pour le développement national s'est prononcé sur l'actualité politique en Guinée. Interrogé par Jeuneafrique, Lansana Kouyaté estime que la junte militaire au pouvoir doit pour priorité, l'organisation d'élections. Et pour cela, un an de transition suffit s'ils se mettent au travail.

« Si les nouveaux dirigeants se mettent au

travail, un an suffit. Leur priorité doit être d'organiser des élections crédibles. Il faut nettoyer le fichier électoral, éliminer tous les doublons et prendre en compte la cartographie électorale.

Des bureaux de votes doivent être déployés dans les zones rurales pour motiver les électeurs à se faire recenser et à aller voter. Les militaires doivent céder le pouvoir rapidement mais



leur départ ne doit pas se faire sans avoir rempli tous les prérequis électoraux », a confié l'ancien premier ministre guinéen à nos confrères de jeuneafrique.

## DAMARO AU CNRD

### « Nous leur demandons humblement de libérer le président Alpha Condé »

*Des ténors du RPG/AEC (anciens partis au pouvoir) et alliés étaient face à la presse ce mercredi. Prenant la parole, Amadou Damaro Camara a au nom de ses collègues et militants appelé les nouvelles autorités du pays à libérer le président Alpha Condé. Par ailleurs l'ancien président de l'Assemblée nationale envoie des piques à certains cadres de son parti.*

**CI-DESSOUS UN EXTRAIT DE SON INTERVENTION**



« Le RPG Arc-en-ciel et ses alliés ont toujours œuvré pour la consolidation de la paix en République de Guinée. Pour preuve, depuis le 5 septembre 2021, nous n'avons organisé aucune protestation pour la libération de notre champion, le président Alpha Condé. Nos documents de voyage sont bloqués. Nos comptes bancaires sont gelés même si le premier communiqué du Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) disait que la justice sera désormais la boussole. Le RPG Arc-en-ciel est resté serein avec ses alliés. Notre seul objectif est la libération du Professeur président Alpha Condé. Nous demandons au CNRD que vu l'âge, n'importe qui à cet âge est fragile. Nous leur demandons humblement de libérer le président Alpha Condé.

Notre parti a été convié à une concertation avec les nouvelles autorités. Nous avons exprimé des inquiétudes depuis le 5

septembre 2021. Est-ce vrai, c'est le Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC) qui a fait le coup d'État ? Est-ce que c'est vrai ce sont eux et le CNRD qui ont fait le coup d'État ? Est-ce que le CNRD a fait le coup d'État pour le FNDC ?

Nous considérons que le CNRD, d'après la charte est neutre et un arbitre qui doit mettre en place les organes de la transition et organiser les élections dans une position de neutralité absolue. Nous ne voulons pas la guerre et la violence en Guinée. Nous sommes prêts à participer au processus de transition parce que le RPG Arc-en-ciel a les moyens et les compétences de reconquérir le pouvoir. Il y a des charognards qui s'acharnent sur l'héritage du Pr Alpha Condé en constituant des candidatures pour l'élection présidentielle. Au RPG Arc-en-ciel, ce phénomène n'est pas d'actualité. L'actualité, c'est la libération du président Pr Alpha Condé ».

*Amadou*

## POLITISATION DE L'ADMINISTRATION

# «Les gens doivent être nommés sur la base de leurs compétences», dicit Mamadou Gando Bah

**Joint par téléphone le jeudi 04 novembre 2021, par la radio FIM FM. Mamadou Gando Bah spécialiste de la gestion publique et auteur d'un ouvrage intitulé "La politisation de l'administration" évoque les causes et conséquences de la politisation des services publics dans les pays africains. Il a mis un accent particulier sur le cas Guinéen. Pour Mamadou Gando ce phénomène empêche le développement sociopolitique. Selon lui, les nominations dans l'administration doivent se faire sur la base des compétences. Lisez !**

**Bonjour M. Mamadou Gando Bah vous avez sorti récemment un ouvrage intitulé « la politisation de l'administration publique » qui est votre second livre, dites-nous pourquoi le choix de ce thème spécifique ?**

**Le Démocrate :** C'est un constat que j'ai fait sur notre administration publique et sur certaines administrations publiques du continent où je me suis rendu compte que leurs modes de fonctionnement et l'instrument sur lequel elles se reposent sont totalement différents des administrations publiques occidentales. En occident, la politisation repose sur l'idéologie, notamment ; le capitalisme ou les républicains, les démocrates..., les fonctions des administrations reposent essentiellement sur des éléments subjectifs notamment l'ethnie, le clan, la région. Et j'ai compris que cela affecte négativement le fonctionnement de notre administration à travers les nominations partisans, des choix inadéquats et qui ne permettent pas à ce que l'administration puisse délivrer des services publics pour les populations, en tant que service public de qualité, vous n'avez qu'à voir aujourd'hui la qualité des principes des lois préétablis. En dépit de l'existence des textes, qui ne sont pas respectés.

Les gens sont désignés sur la base de leurs origines. Et j'ai trouvé que cela est très dangereux pour le pays. C'est ce qui empêche le développement sociopolitique et culturel de beaucoup de pays en Afrique, notamment la Guinée. Encore une fois, les gens doivent être nommés sur la base de leurs compétences.

**Votre ouvrage parle à la fois des causes et des conséquences de cette politisation de**



**l'administration publique. Qu'est-ce qu'une telle administration peut coûter à un pays ?**

Les conséquences d'abord c'est une administration incompétente qui n'est pas capable de délivrer un service compétent, c'est une administration où vous avez des cadres qui créent des clans au sein des administrations publiques, les gens sont nommés en fonction de leur région, dans ce cas de figure c'est la corruption qui se généralise et partout où l'administration est clanisée c'est la corruption à échéance.

Vous avez une autre conséquence, c'est que les personnes qui y sont...ce sont des personnes qui ne sont pas capables de produire une situation importante.

Donc fondamentalement, je ne veux pas déflorer le contenu du livre, je préfère ne pas étayer tous les éléments et inviter les lecteurs à le lire pour comprendre les différents éléments qui sont traités dedans.

**Le débat se pose justement depuis le coup d'Etat du 5 septembre dernier. Vous, en tant que**

**spécialiste de gestion publique, comment peut-on dépolitiser l'administration publique guinéenne ?**

La première des choses, c'est de respecter les lois et les principes. Les lois fixent les limites entre les manifestations politiques et la gestion administrative. Il faut réformer les partis politiques, il faut faire en

sorte qu'au sein des directoires des partis politiques toutes les régions soient représentées. Il faut interdire les discours ethnocentriques, régionalistes, partisans et en cas de discours qui ne favorise pas l'unité nationale que la personne soit écartée ou sanctionnée.

Il faut que les autorités du pays puissent organiser des élections transparentes, qu'on soit dans un Etat de droit. Lorsque vous avez des élus qui sont illégitimes, souvent ils passent partout les moyens, ils politisent pour se maintenir au pouvoir, cela est très important. Il faut un processus électoral fiable qui va permettre aux autorités de pouvoir poser de bonnes bases pour le développement du pays.

**Est-ce que les propositions que vous avez proposées dans votre ouvrage peuvent servir sur le chantier actuel ?**

Je crois qu'il va contribuer à conscientiser les différents acteurs. Les acteurs de la vie sociale et ceux des

organisations de la société civile, je pense que ça va contribuer.

Mon objectif c'est d'ouvrir le débat entre tous les acteurs pour échanger qui constitue aujourd'hui un véritable casse-tête pour le développement de notre pays. Un débat surtout pour l'unité nationale.

Il est fondamental que les différents acteurs parlent entre eux et essayent d'approfondir leurs réflexions. Il faut que nous sortions de cette politisation à outrance de notre administration publique.

**A qui voulez-vous spécifiquement adresser ce livre ?**

Il s'adresse aux dirigeants, aux politiques ou aux électeurs, à toute la société. Il peut beaucoup (le livre ndr) contribuer. L'essentiel c'est de travailler sur les consciences, c'est extrêmement important. Il est important de travailler sur les consciences pour refonder notre pays.

Transcrit par  
Alpha Amadou Diallo

## SANDERVALIA

# Voici ce qui a contraint le Kountigui Souna Yansané à quitter sa maison...

El Hadj Nana Souna Yansané, l'autre Kountigui de la Basse Guinée ne vit plus à la résidence de Sandervalia en face de l'établissement Federico Mayer. Il aurait quitté l'habitation depuis la fin du mois de septembre dernier. Les raisons qui sont toutes autres, ne sont pas liées à un non-paiement de loyer comme voudraient le faire croire des rumeurs.

Selon une source familiale, contactée par Mediaguinee ce lundi 8 Novembre, Elhadj Souna

Yansané aurait rendu la maison à cause d'une dispute entre l'une de ses épouses et le bailleur.

« Ça n'a rien à voir avec un problème de loyer. Lui, il (Elhadj Souna Yansané) recevait de l'argent tous les mois alors il ne peut pas avoir de problème pour payer le loyer. C'est à cause d'une dispute que sa femme avait eue avec le propriétaire de la maison. Ce dernier leur avait demandé de quitter en leur donnant un préavis de six mois. Certaines

personnes étaient même allées parler avec le propriétaire mais il n'a pas voulu. Et finalement, c'est en fin septembre-là qu'il a quitté. L'affaire remonte à l'époque Alpha Condé. Des hauts placés d'alors étaient même intervenus pour calmer les choses », nous a-t-elle confié.

Mediaguinee.com

**Le Démocrate**  
Votre hebdomadaire de tous les mardis

**LE MINISTRE MORISSANDA RÉPOND À LA CEDEAO**

**« Nous sommes plus pressés qu'eux, mais... »**

*Au sortir d'une réunion dans l'après-midi de ce lundi 8 novembre, le ministre des affaires étrangères et des guinéens de l'étranger, Morissanda Kouyaté a répondu à la CEDEAO qui a réitéré sa proposition d'organiser les élections dans six mois.*



Sans passer du dos de la cuillère, le ministre a affirmé qu'il n'y a pas d'agenda caché en Guinée et que la CEDEAO et ses chefs d'État devraient savoir qu'ils (les nouvelles autorités du pays, ndr) sont plus pressés qu'eux, puisqu'ils veulent remettre le pays en marche, tout en posant les bases du développement.

« Vous dites que la CEDEAO a répété ce qu'ils ont déjà dit, il n'y a donc pas de changement. La Guinée est un pays fondateur de la CEDEAO, nous sommes en transition, nous ne serons pas éternellement comme ça. Nous continuerons à parler avec la CEDEAO, pour qu'elle nous accompagne en tenant compte de nos spécialités et des progrès exceptionnels qui se déroulent ici et qui ne se déroulent nulle part après les changements. Je pense que nos frères et amis de la CEDEAO ont été plus compréhensifs. Ils demandent à ce qu'il y ait un chronogramme, on est déjà en train de l'élaborer. Mais on ne peut pas le faire si on n'a pas mis en place tous les instruments. Il n'y a pas de CNT encore, on ne peut donc pas parler de chronogramme. Il n'y a pas d'agenda caché en Guinée. Le président et le gouvernement n'ont rien à cacher, nous sommes en

train de mettre en place un pays digne, un pays normal. On s'entend avec la CEDEAO, on nous accompagne et nous sommes en train d'aller de façon rationnelle. Nous sommes plus pressés qu'eux parce que nous voulons que notre pays avance. Il n'y a pas quelqu'un qui est plus pressé que nous, mais nous voulons faire les choses normalement », a-t-il lancé.

Mohamed Nana Bangoura

**OUSMANE GAOUAL DIALLO NOUVEAU MINISTRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

**Voici sa première réaction**

*Jusqu'à présent chargé de la cellule de communication de l'UFDG Ousmane Gaoual Diallo est nommé ministre de l'Habitat ce jeudi, 04 novembre 2021. Celui qui conduira désormais les destinées du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire. Depuis sa sortie de prison en juillet dernier, l'ancien député uninominal de Gaoual est resté loin de la politique. Après sa nomination, Ousmane Gaoual Diallo à travers son compte Facebook livre son sentiment...*

« Je voudrais saisir l'occasion de ma nomination à la tête du Ministère de l'Habitat, de la Ville et de l'Aménagement du Territoire au compte du gouvernement de transition pour remercier Monsieur le Président de la République, Président de la transition le Colonel Mamadi Doumbouya, le Premier ministre Chef du gouvernement Monsieur Mohamed Béavogui et Allah le Tout-Puissant pour le choix de ma modeste personne en vue de prendre part au projet de renouveau national enclenché par le CNRD et tant ambitionné par les Guinéens de tout bord comme de tous les horizons. Puisse le Très-Haut éclairer mon chemin, notre chemin à tous et écarter tout obstacle dans la mise en œuvre effective de notre feuille de route pour une transition réussie devant déboucher sur l'organisation d'élections générales crédibles et consensuelles. Le peuple de Guinée est de plus en plus impatient de voir se concrétiser le changement. Chaque jour il attend de nouvelles preuves de l'engagement collectif auquel le Chef de l'Etat si

républicain qu'il est, nous exhorte. Pour ma part, je puis vous assurer de ma disponibilité à jouer pleinement ma partition dans le processus enclenché qui exige du gouvernement la plus grande exemplarité et des mandats la pleine solidarité pour jeter enfin les bases d'un avenir commun et radieux. Que Dieu bénisse la Guinée et les Guinéens ».

Synthèse de Tidiane Diallo



**SIERRA LEONE**

**Au moins 90 personnes tuées dans l'explosion d'un dépôt de carburant**

En Sierra Leone, un nouveau bilan (officiel et provisoire) fait état d'au moins 92 personnes tuées et de 88 personnes gravement brûlées, dans l'explosion d'un dépôt de carburant, vendredi 5 novembre au soir, selon le vice-président sierra-léonais qui s'est rendu sur place, ce samedi matin. Cela s'est passé dans la zone industrielle de

Wellington, à l'est de la capitale, Freetown. Ce samedi matin, une équipe de l'agence devait, avec la mairie, procéder à l'évaluation de la situation et des besoins. Des vidéos de la catastrophe montrent l'ampleur de l'incendie qui s'est propagé dans le quartier. Des personnes aux vêtements fondus aux regards hagards, une énorme fumée noire qui monte des différents brasiers désormais éteints...

Dans une publication, sur les réseaux sociaux, la maire de Freetown explique qu'un camion transportant du carburant est entré en collision avec un autre véhicule, ce qui a provoqué l'explosion. C'est l'agence nationale de gestion des catastrophes qui a dirigé l'intervention, vendredi soir. « Il y a tellement de victimes, c'est un terrible terrible accident », a déclaré, sur les lieux, son directeur général.

Le président Julius Maada Bio, actuellement en Ecosse, pour la COP26, s'est exprimé sur Twitter dans la matinée. Il se dit « profondément troublé par cet incendie tragique et les horribles pertes en vies humaines ».

Rfi.fr

**DAMANTANG SUR LA PLAINTE**

**« Je suis très surpris car aucun responsable du RPG n'a agressé ce Monsieur ni incité à le faire »**



Au lendemain de l'annonce d'une plainte contre Amadou Damaro Camara et Damantang Albert Camara, l'un des concernés exprime un étonnement. Joint par la rédaction de Mosaïqueguinee.com, l'ancien ministre de la sécurité et de la protection civile confie qu'aucun responsable n'a ni donné l'ordre ni incité à s'attaquer à la personne du journaliste. Damantang Albert révèle

qu'il a personnellement veillé à ce que Mohamed Camara ne soit pas atteint par les jeunes en colère.

« Je suis très surpris car aucun responsable du RPG n'a agressé ce monsieur ni incité à le faire. Au contraire les conférenciers ont lancé des appels au calme et j'ai personnellement veillé à ce qu'il ne soit pas pris à partie », a-t-il réagi ce mardi dans un entretien téléphonique.

Mosaïqueguinee.com

## GUINÉE

## Le CNRD regrette des agissements de certaines formations politiques et activistes de la société civile

Le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), regrette les agissements de certains partis politiques et activistes de la société civile. Les nouvelles autorités du pays l'ont fait savoir dans un communiqué rendu public ce jeudi, 4 novembre 2021, à la télévision nationale, dont nous vous proposons un extrait ci-dessous.

«A date, le CNRD a tenu son engagement de protection des personnes et de leurs biens sans violence aucune dans le respect de la loi. En dépit de cette main tendue, le CNRD a le regret de constater que des agissements de certaines formations politiques et activistes de la société civile sont de nature à troubler l'ordre public et la quiétude sociale.

Le CNRD prend à témoin l'opinion nationale et

internationale sur ces agissements dont le but est de saper la paix et la quiétude des Guinéens et porter préjudice à la transition en cours.

Il est à rappeler qu'avant le 5 septembre 2021, les libertés publiques individuelles et collectives des Guinéens avaient été totalement confisquées.

Depuis la prise du pouvoir par le CNRD, des actes majeurs ont été posés notamment la libération des détenus politiques, le maintien de la sécurité des personnes et de leurs biens, la réouverture des frontières terrestres avec les pays voisins, la démilitarisation par le démantèlement des PA dans les centres urbains et la levée des barrages, la promulgation de la charte de la transition qui consacre les droits de l'homme et de la personne et définit un mode

de dialogue consensuel pour aboutir à une nouvelle Guinée, la désignation d'un premier ministre civil et la mise en place d'un gouvernement formé de civils ainsi que plusieurs autres actions de nature à apaiser le rassemblement des Guinéens.

Dans ce contexte, le CNRD met en garde les acteurs politiques et les activistes qui refusent de s'inscrire dans cette démarche et agissent contre la paix et la quiétude sociale. Il rappelle que loin d'être un acte de faiblesse, sa démarche répond à sa volonté d'agir dans le respect des lois nationales, des traités et accords internationaux.

Le CNRD rassure les Guinéens qu'il prendra toutes les dispositions régaliennes qui y sied pour assurer leur sécurité»

## COMPOSITION DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION

### « Le FNDC a été consulté », affirme Ibrahima Diallo

Les responsables du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) ont animé une conférence de presse, jeudi 4 novembre 2021 à leur siège à Kipé. A cette occasion, la mission du FNDC qui était en tournée dans la sous-région a fait son compte-rendu.

Ensuite, Ibrahima Diallo, responsable des opérations du FNDC a déclaré que, « le FNDC va accompagner la transition pour quelle puisse réussir. Mais accompagner la transition ne signifie pas qu'on accompagne le CNRD. On accompagne la Guinée à la tête de laquelle se trouve le CNRD ».

Dans le cadre de la composition du gouvernement de la transition, Ibrahima Diallo, affirme que, « le FNDC a été consulté ».

Il rappelle, « depuis le début du combat contre le 3ème mandat, nous nous sommes toujours montrés désintéressés aux intérêts personnels. C'est pourquoi vous n'avez vu aucun membre du FNDC ministre de Alpha Condé. C'est parce que nous croyons au combat que nous menions. Nous pensions que la responsabilité que

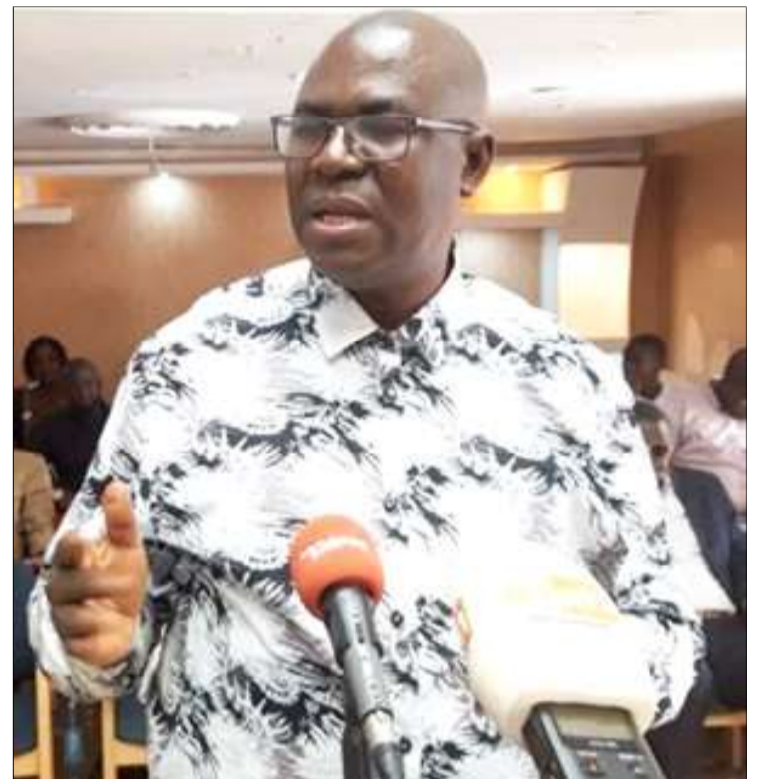


nous portons est tellement immense et la réduire juste à la participation au gouvernement est incompréhensible ».

Bhoye Barry

## FAYA MILLIMOUNO À LA CEDEAO

### « Vous ne pouvez sanctionner quelqu'un que quand il dépend de vous »



Joint par Mediaguinee ce lundi 08 octobre, le président du Bloc Libéral (BL), Dr Faya Millimouno a réagi aux sanctions infligées au CNRD dirigé par le colonel Mamadi Doumbouya par la CEDEAO hier dimanche lors de son dernier sommet extraordinaire.

Selon le chef de file du BL, cette décision de la CEDEAO contre les nouvelles autorités du pays est contreproductive, tout en rappelant qu'il est impossible d'organiser les élections en Guinée dans les 6 mois qui suivent, comme l'exige la CEDEAO.

« Nous prenons acte des différentes communications de la CEDEAO qui sait pertinemment que les élections ne peuvent pas être organisées en Guinée dans les six (6) mois qui vont suivre. Le pays est en crise. Et la crise, elle est complexe, elle est multidimensionnelle. La Guinée donc se trouve à la croisée des chemins. Et la CEDEAO a comme devoir d'accompagner la Guinée, selon le choix de faire la Guinée. Et non le choix que fait la CEDEAO. La crise guinéenne est vécue et subie par les Guinéens. La CEDEAO évite

systematiquement de venir vers les Guinéens. Ce sont les Guinéens qui avaient sollicité la CEDEAO lorsque la crise se préparait.

La CEDEAO n'a pas répondu. Aujourd'hui que l'opportunité se crée de permettre à la Guinée de prendre un nouveau départ, la CEDEAO devrait plutôt faire en sorte que ce soit l'accès qui soit mis sur le devoir à accomplir vis-à-vis de la Guinée que des menaces. Parce que des menaces seront contreproductives, les sanctions seront contreproductives. Parce que vous ne pouvez sanctionner quelqu'un que quand il dépend de vous. Mais si quelqu'un ne dépend pas de vous brandir une menace contre lui, ça ne veut rien dire.

La Guinée n'a pas d'avion pour violer l'espace aérien de la CEDEAO. Quelle est la quintessence aujourd'hui de la Guinée vis à vis de la CEDEAO? Nous sommes tous en train de nous chercher. Alors qu'on aide la Guinée à gérer cette crise. Et qu'on ne le fasse pas par menaces simplement », a déclaré Dr Faya.

Elisa Camara

## PANAFRICANISME

## Penser et imaginer l'Afrique hors du monde

**En tenant à l'écart les dirigeants politiques lors du sommet Afrique-France en octobre dernier, Emmanuel Macron souhaitait renouveler ses relations avec le continent. Mais cela ne peut se faire que si l'Afrique elle-même réinvente sa conception du pouvoir.**

C'est sous les signes du renouveau et surtout de la réparation que s'est tenu le nouveau sommet Afrique-France à Montpellier, en octobre dernier. En invitant uniquement la diaspora, les sociétés civiles, la jeunesse et les intellectuels africains, Paris entendait, sous ce format inédit, redéfinir les modalités de sa présence sur le continent.

Nous avons en effet assisté à un réaménagement de la politique étrangère de la France en Afrique qui vise, parallèlement aux stratégies géo-politiques, à développer des passerelles pour répondre aux préoccupations normatives, politiques et sociales soulevées par l'Afrique des sociétés civiles et l'Afrique du savoir.

#### Fracture intellectuelle

En fait, la diplomatie française voulait sortir de l'exclusivité et du copinage avec l'Afrique des politiques, en particulier parce que celle-ci, sur le continent, est atteinte d'une surdité historique et institutionnelle qui l'empêche de répondre aux demandes de justice socio-économique et d'égalité politique formulées par ses populations. Car, si l'Afrique des sociétés civiles et l'Afrique du savoir communiquent bien entre elles, les relations qu'elles entretiennent avec l'Afrique des politiques se caractérisent par la violence et l'exaction, la domination s'étant substituée au nécessaire dialogue et à l'écoute.

Il me semble que Paris a compris – enfin ! – la crise communicationnelle et la fracture intellectuelle qui traversent les trois Afrique depuis les indépendances. Reste à savoir si en excluant l'Afrique des politiques du sommet de Montpellier la France peut réussir à soigner sa relation avec les populations du continent et à engager une politique authentique et durable de la réparation.

Je rappelle tout d'abord que, du discours de la Baule



à celui de Ouagadougou en passant par celui, très polémique, de Nicolas Sarkozy à Dakar, Paris entend officiellement modifier les termes de sa relation avec ses anciennes colonies en privilégiant la bonne gouvernance, la justice, l'égalité et la fraternité. Mais la politique étrangère ne se modifie pas au gré des idées et de bonnes intentions. Ce sont les considérations géopolitiques, le positionnement des États sur l'échiquier mondial et l'évolution politique et sociale des sociétés qui orientent la conception de la politique étrangère et, par conséquent, influencent les rapports de pouvoir au niveau international.

#### Contexte de rivalité grandissante

Et la France, si elle ne veut pas renoncer à ce qui lui reste de puissance et de zone d'influence dans le monde, ne peut se permettre seulement de faire le pari de la promotion de la vertu et de l'idéal du renouveau. Il y a des contraintes extra africaines qui déterminent la politique africaine de Paris : la lutte hégémonique entre les grandes puissances, l'extraordinaire repositionnement de la Chine et de la Russie en Afrique, les zones d'influence que veulent créer sur le continent des pays comme la Turquie, le Qatar et les Émirats arabes unis, ainsi qu'Israël.

Malgré les discours et les gestes symboliques d'Emmanuel Macron, il reste

des incohérences et des ambiguïtés

C'est ce contexte de rivalité grandissante qui rend difficile, d'un point de vue politique, une mutation profonde de la politique africaine de la France. Malgré les discours et les importants gestes symboliques (restitution des œuvres d'art, annonce de la fin du CFA, le Rapport Duclert) posés par Emmanuel Macron, il y a des incohérences et des ambiguïtés que révèle la présence politico-militaire de la France en Afrique. On voit, entre autres, dans les cas du Tchad, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de l'Égypte et du Congo-Brazzaville, que les politiques de réparation des injustices historiques cohabitent parfaitement avec le soutien direct ou indirect à des régimes autoritaires qui, de la par leur faiblesse structurelle et institutionnelle, favorisent une asymétrie de pouvoir avec Paris et les puissances étrangères de manière générale.

Ainsi, le risque avec le nouveau format du sommet de Montpellier est que, par le détour de considérations symboliques, Paris renforce sa domination politique et économique sur le continent. Cela est d'autant plus à craindre que l'Afrique des politiques, elle, n'est prête ni mentalement, ni politiquement et encore moins économiquement, à rompre avec la diplomatie de la dépendance qui caractérise la politique étrangère d'une grande majorité des pays africains,

Afrique francophone en tête.

#### Un solipsisme politique

Or il sera impossible de transformer les rapports de pouvoir entre la France et l'Afrique si de l'intérieur du continent les acteurs politiques n'inventent pas une nouvelle manière de gouverner et de concevoir le pouvoir public. La déficience de l'imaginaire politique qui affecte une grande majorité des pays africains depuis les indépendances ne peut se traduire que par des rapports de subordination et d'exploitation au niveau international.

Il revient donc à l'Afrique de s'engager dans une véritable pensée du politique si elle entend créer les conditions endogènes susceptibles de forcer une coopération juste et équitable avec la France et le reste du monde. Pour ce faire, il faudra, le temps de prendre la mesure des responsabilités internes, abandonner la perspective qui consiste à penser l'Afrique d'un point de vue global.

Les pays africains devront inventer une forme

d'association humaine, une organisation politique

À l'Afrique-monde il faudra substituer une pensée afrocentrée, un solipsisme politique, comme si l'Afrique était seule au monde, afin de savoir ce que les Africains veulent et peuvent pour eux-mêmes. L'important étant que se pose pour les Africains la question de leur devenir humain et politique dans un monde de plus en plus instable et en panne de responsabilité collective.

Pour ce faire, les pays africains devront inventer une forme d'association humaine, une organisation politique, donc, favorable à l'émergence d'institutions capables de mettre les ressources matérielles et humaines au service du développement. Cette institutionnalisation des capacités endogènes peut s'effectuer suivant une double dimension, normative et pragmatique. La première s'apparente à une réflexion sur les principes moraux censés régir à la fois la vie en société et les relations entre gouvernants et gouvernés.

La dimension pragmatique fait du désir de prestige, de la puissance et de la performance les normes exclusives de l'ordre sociopolitique. Sous cette figure du politique, on reconnaîtra aisément les traits du régime communiste chinois. Il n'y a pas d'obligation pour l'Afrique de choisir entre l'une ou l'autre de ces deux dimensions du politique.

*Par Amadou Sadjo Barry  
Philosophe et chercheur en  
éthique des relations  
internationales*

## Billet

Je viens de visiter une exposition portant sur la Guinée en cartes postales, deux images contrastées me montent à l'esprit : d'abord la Guinée d'hier, une terre paradisiaque habitée par des populations asservies par un régime colonial. Ensuite la Guinée d'aujourd'hui, un pays en voie de paupérisation poussée du fait des clans maffieux ses propres rejetons. On n'est pas sorti de l'auberge, hélas !

*Walaoulou BILIVOGUI*

# Santé... Santé... Santé...

## Fatigue : et si ça venait de vos dents ?

*Avec les milliards de bactéries qu'elle contient, la plaque dentaire ne se contente pas d'abîmer dents et gencives. Elle peut aussi être source de fatigue. Une raison de plus pour l'éliminer régulièrement.*

En cas de fatigue, on pense souvent à booster notre énergie à l'aide de vitamines et de minéraux, à préparer ses menus avec des aliments antifatigue ou à lutter contre nos insomnies. Mais on pense rarement à rendre une visite à son dentiste, pour vérifier que l'on n'a pas de problème de plaque dentaire. Pourtant, la plaque dentaire peut fatiguer l'organisme. D'ailleurs, certains sportifs effectuent régulièrement des détartrages pour conserver de bonnes performances. «En faisant enlever les milliards de bactéries qui peuvent envahir leur bouche, ils retrouvent des défenses immunitaires plus efficaces, moins concentrées sur une seule partie du corps», explique le Dr Bochin, chirurgien dentiste.

### Attention à la plaque dentaire

La plaque dentaire est surtout responsable d'ennuis au niveau du parodonte, c'est-à-dire l'ensemble des tissus qui soutiennent la dent. Sont concernées les personnes qui ne se brossent pas les dents de façon optimale. Certes, l'Union française pour la santé bucco-dentaire affirme désormais que se brosser les dents deux fois par jour (et non trois) est suffisant pour une bonne hygiène bucco-dentaire. Mais à condition que ce brossage dure au moins deux minutes à chaque fois ! Et chaque soir, il faut compléter ce brossage avec un passage de fil dentaire ou un jet d'hydropulseur.

### Pourquoi prendre soin des gencives ?

Si vos gencives deviennent rouges et gonflées, saignant facilement, vous souffrez de gingivite. Cette inflammation due à l'accumulation de biofilm sous la gencive toucherait près d'1 Français sur 2. Si elle n'est pas soignée, la gencive malade constitue une véritable porte d'entrée pour les bactéries ou les toxines qui, à terme, peuvent provoquer la chute de la dent, voire coloniser

d'autres organes à distance.

**Comment ça se traite ?** La gingivite est réversible et peut être facilement traitée par un brossage régulier des dents et de la gencive (du rouge vers le blanc) qui va éliminer le biofilm. Si cela ne suffit pas, au contact de la salive, ce biofilm se transforme progressivement en tartre, impossible à déloger avec une simple brosse à dents. Il faudra alors l'intervention du chirurgien-dentiste qui, grâce à des ultrasons, va retirer le tartre collé sur la couronne (partie visible de la dent) et la racine de la dent (sous la gencive). Ce détartrage peut se pratiquer sous anesthésie locale en cas de sensibilité dentaire. Il permet de diminuer l'inflammation des gencives et de préserver l'os qui soutient la dent, et donc de maintenir un environnement sain pour la dent.

### Quels sont les risques ?

Si vous ne prenez pas soin de vos gencives, vous risquez une parodontite : des poches remplies de plaque dentaire se forment entre la dent et la gencive. Les bactéries qui se sont développées sous la gencive forment alors une ou plusieurs poches parodontales entre la gencive et la dent. Quelquefois, de microabcès apparaissent et, après quelques années, certaines dents deviennent plus mobiles.

Souvent, la maladie évolue insidieusement jusqu'à ce que les différents tissus de soutien qui forment le parodonte (gencive, cément, ligament et os alvéolaire) soient détruits, de façon irréversible. À terme, si rien n'est fait, la dent qui n'est plus soutenue finit par tomber.

L'autre risque est que les bactéries et les toxines présentes dans la cavité buccale passent dans la circulation sanguine lors de la mastication ou du brossage des dents, puis se fixent sur un autre organe. Elles peuvent alors aggraver

une maladie déjà présente (cardiopathie, diabète, insuffisance rénale, polyarthrite rhumatoïde, lupus érythémateux...) ou la favoriser (endocardite infectieuse, AVC, etc.). Les personnes souffrant de parodontite auraient ainsi 25 % de risques supplémentaires de présenter une atteinte cardio-vasculaire.

### Comment soigner la parodontite ?

On ne guérit pas une parodontite (on ne sait pas faire repousser l'os), mais on peut stabiliser la perte osseuse par une prise en charge régulière associée à une meilleure hygiène dentaire.

Le traitement débute par un détartrage minutieux, suivi d'un surfaçage radiculaire : sous anesthésie locale, on passe autour des dents des mini-instruments afin de nettoyer les poches parodontales. Une à quatre séances sont nécessaires,



parfois associées à un traitement antibiotique par voie orale pendant 8 jours. On peut utiliser certains biomatériaux (corail, os de synthèse) pour reconstruire de l'os ponctuellement et combler un espace vertical entre deux dents, par exemple.

**Est-ce qu'un seul traitement suffit ?** Le résultat dépend pour moitié de l'intervention du chirurgien dentiste, pour

l'autre moitié du patient qui doit «entretenir» ce travail : se brosser les dents deux à trois fois par jour, utiliser des brossettes interdentaires pour déloger les bactéries, se faire aider si besoin pour arrêter de fumer, s'assurer que son diabète est équilibré... Un suivi chez le dentiste est nécessaire plusieurs fois par an, sinon la parodontite récidive.

Topsante

## Faut-il céder à la mode du dentifrice au charbon ?

*Le dentifrice au charbon rendrait nos dents blanches et notre sourire éclatant. Voici l'avis du Dr Christophe Lequart, chirurgien-dentiste et porte-parole de l'Union Française pour la santé bucco-dentaire.*

La toile est régulièrement envahie par des articles ou des publicités autour **des dentifrices au charbon**. Nombreuses sont les influenceuses à en vanter les mérites. Quant aux adeptes du naturel ou du blanchiment «maison», ils prônent aussi leur utilisation avec ferveur. Mais qu'en est-il en réalité ? Réponses avec le Dr Christophe Lequart, chirurgien-dentiste et porte-parole de l'Union Française pour la santé bucco-dentaire.

### Les vertus bio et santé du charbon

Dans les rayons des supermarchés ou des magasins spécialisés, il ne vous a peut-être pas échappé que les dentifrices au charbon tenaient une place de choix. Sur leurs

étiquettes, on peut y trouver un certain nombre d'allégations et de vertus tentantes. Ils promettent entre autres de **blanchir les dents**. Ce qui correspond à une demande croissante de la population. Non seulement on veut un sourire éclatant, mais si possible avec des produits naturels. De fait, les industriels se sont emparés du créneau pour surfer sur cette vague.

**Car le charbon est présenté comme tel : un produit pur.** Or ce n'est pas une nouveauté. Il faut



remonter à l'Antiquité pour constater qu'il était utilisé pour ses vertus détoxifiantes entre autres. Aujourd'hui, il entre dans la composition des dentifrices pour contrecarrer les ingrédients chimiques habituels comme le dioxyde de titane, ou les sulfates. Il possède la particularité d'en limiter les effets potentiellement nocifs.

(A suivre)

Topsante

# Quels défis pour les nouveaux ministères du secteur de l'éducation

Dès sa prise du pouvoir le 05 Septembre dernier, le CNRD, à sa tête le Colonel Mamady DOUMBOUYA, a montré une ferme volonté de « requalification » du système éducatif guinéen.

Il était donc question de trouver les hommes et les femmes pour piloter de façon efficiente la politique nationale de l'éducation et de la formation afin de doter la Guinée d'une « éducation de qualité, équitable et inclusive ainsi que la possibilité d'apprentissage tout au long de la vie » comme le stipule l'ODD4.

Le choix n'a pas été si facile, j'en suis convaincu, car plusieurs cadres étaient pressentis ; néanmoins, ceux qui ont bénéficié de la confiance du président de la transition et celui du premier ministre, font déjà l'unanimité quant à leur capacité de bâtir une école nouvelle pour une nouvelle Guinée. Il s'agit de : Guillaume HAWING, Alpha Bacar BARRY et Dr Diaka SIDIBE.

**-Qui sont-ils réellement ?**

**-Quels sont les chantiers ou défis majeurs auxquels ils devront faire face ?**

Guillaume HAWING, Ministre de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation (MEPUA)

Guillaume est un fruit de l'université guinéenne, précisément Gamal Abdel NASSER de Conakry (40<sup>e</sup> promotion, titulaire d'un diplôme d'ingénierie en électro-énergétique). Enseignant-Chercheur, responsable d'établissement et homme politique ; Guillaume s'est surtout rendu célèbre grâce à son « invention » en algorithme mathématique permettant de générer, d'organiser et de répartir par ordre les nombres premiers, publiée en février 2016. Depuis lors, il a participé à de nombreux et importants colloques, animé des conférences, publié un ouvrage et plusieurs articles scientifiques. Il obtint ses plus importantes distinctions en 2019 au Salon International Innovation Week in Africa (IWA 2019) tenu à Rabat (Maroc) : Deux

médailles d'or et un grand prix de science et d'innovation.

Parmi les défis auxquels Guillaume HAWING devra faire face, nous pouvons noter :

- la restauration de la confiance avec les partenaires sociaux de l'éducation, notamment les syndicats et la réunification de tous les acteurs au tour d'un idéal commun, au tour de « l'essentiel » en vue de la qualification de l'éducation ;

- la gestion durable des crises récurrentes liées aux conditions de vie et de travail précaires des enseignants ;

- la lutte contre la corruption exacerbée, notamment lors des examens scolaires et l'anéantissement des réseaux mafieux qui prennent le secteur en otage ;

- la refondation de l'enseignement privé à travers une révision systématique des textes réglementaires ;

- la restructuration du MEPUA à travers la création, entre autres, d'un Office National du Baccalauréat et la Direction Nationale de l'Enseignement Privé ;

- la formation des formateurs sur les pédagogies actives et selon les exigences du XXI<sup>e</sup> siècle (digitalisation)

- la révision et l'adaptation des programmes d'enseignement, ...

**Alpha Bacar BARRY, Ministre de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (METFP)**

Alpha Bacar est un « jeune cadre », disons un expert, bien connu et respecté en Guinée et au niveau international. Il est diplômé en lettres et journalisme à l'Université Gamal Abdel NASSER de Conakry, d'un master I de management d'organisation à l'Université de Stirling, un master 2 de management opérationnel à l'université de Cambridge et un Exécutive Master en Management Technologie et Innovation à l'Ecole Polytechnique de



Paris.

Ancien journaliste à la Radio Télévision Guinéenne (RTG), il devient consultant de l'organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) en Afrique après ses études en Europe. Alumni du programme américain YALY (Young African Leaders), initié sous la présidence de Barack OBAMA et PDG de Jatropha Hub, il a parrainé beaucoup d'organisations juvéniles telle la Jeune Chambre Internationale Conakry Lumière et contribué à la formation et l'émergence de beaucoup de jeunes entrepreneurs guinéens.

**Alpha Bacar a d'énormes défis à relever au sein du METFP dont, entre autres :**

- Redorer l'image de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle à travers un marketing social de grande envergure ;

- doter le pays d'une main d'œuvre qualifiée dont la formation est adaptée aux besoins du marché et aux grandes orientations des programmes de développement ;

- renforcer et actualiser les compétences des formateurs et des encadreurs ;

- créer de meilleurs cadres d'études et de travail pour les apprenants et les encadreurs ;

- élargir les ERAM (Ecoles Régionales des Arts et Métiers) au niveau des préfectures et des sous-préfectures,...

S'il (Alpha Bacar) réussit

à relever ces différents défis-ce que nous n'en doutons guère-, la problématique du chômage accru serait, dans quelques années, un lointain souvenir en Guinée.

Dr Diaka SIDIBE, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI)

Dr Diaka est une jeune scientifique dont les compétences, le parcours atypique et la capacité managériale imposent respect et admiration.

Géoscientiste, détentrice d'un Doctorat obtenu en 2015 au Maroc et enseignante-chercheuse, elle fût lauréate des Oscars de la femme guinéenne en Sciences et Techniques en 2016.

Activiste et Passionnée de sciences de la Terre, elle a enseigné dans plusieurs universités guinéennes et dirigé un laboratoire de matériaux et mécanique des sols comme elle l'indique dans un de ses blogs.

Par ailleurs, affirme-t-elle, elle a également plusieurs années d'expériences dans le monde des Laboratoires de Bâtiments et de travaux Publics, surtout au Maroc. En 2013, Dr Diaka bénéficia de la bourse « Eugen Ionescu » du bureau AUF Europe centrale et orientale. Ainsi, elle participa, entre 2013 et 2014, à plusieurs colloques et conférences internationales en France et en Roumanie. Ses travaux de recherche sont publiés dans plusieurs revues internationales.

Après avoir été Cheffe de Département dans une université privée Roi de Conakry, elle fût nommée en 2019 : Directrice Générale de l'Institut Supérieur des Mines et Géologie de Boké. Là, elle laissa des traces indélébiles en termes de modernisation, de construction-rénovation et de formation des formateurs qui lui valurent la nomination à la tête du MESRSI.

A l'instar de ses

homologues des deux autres sous-secteurs de l'éducation et de la formation (MEPUA et METFP), Dr Diaka SIDIBE fera aussi face à de nombreux défis dont :

- la modernisation de l'Enseignement Supérieur à travers la construction d'infrastructures adéquates et la digitalisation ;

- la promotion de la Recherche Scientifique et l'Innovation ;

- la formation des Formateurs et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail ;

- la moralisation du sous-secteur Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, notamment la lutte contre les faux diplômes et l'installation frauduleuse d'étudiants non bacheliers tant bien dans les universités publiques que privées.

A ces défis sous-sectoriels, tous les trois ministres devront s'atteler, avant tout, à la mise en place de leurs différents cabinets afin de s'entourer de cadres compétents, visionnaires et intègres qui leur aideront à réussir leurs différentes et délicates missions.

Car, avant eux, de grandes sommités intellectuelles et de très hauts cadres ont aussi occupé ces postes, malheureusement, ils manquaient d'équipes et de bons conseillers.

Ils devront, in fine, travailler ensemble ainsi qu'avec tous les acteurs de l'éducation nationale afin d'élaborer une « nouvelle loi d'orientation du système éducatif guinéen » qui constituera notre nouvelle politique nationale de l'éducation adaptée à nos valeurs socio-culturelles, à notre histoire, à notre époque et à nos aspirations en termes de développement économique.

Car, comme l'a dit le Président de la transition, Colonel Mamady Doumbouya : « *l'avenir de notre pays passe par les écoles* ». Autrement dit : « *Tant vaut l'école, tant vaut la nation* ».

Aboubacar Mandela CAMARA  
Sociologue/Consultant en éducation/Auteur

## Opinion

# Le mal de la Guinée est profond et ne date pas d'aujourd'hui



Tout d'abord, parlant de la Guinée et les maux dont elle souffre, nous devons comprendre que le mal de la Guinée, notre mal, le mal dont la plupart ignore la vraie cause, le mal qui met en chaos la destinée des 12 millions de Guinéens est profond et plus âgé que même la génération des années 70. Sur ce, ce n'est ni cette génération des années 70 à plus forte raison celle des années 80 qui va résoudre le problème Guinéen, parce qu'elle ignore complètement la genèse de ce mal. Ce mal où chacun se sent victime mais personne n'est coupable. Le mal mérite un regard responsable et citoyen de tous les fils du tiroir en général, ceux de la première heure de l'indépendance en particulier.

Par ailleurs, tout le monde parle aujourd'hui de la justice pour résoudre le problème Guinéen et mettre le pays sur le chemin du développement durable. Mais de quelle justice parlons-nous ? Une justice sociale où chacun reconnaît ses manquements et demandera pardon pour tout bon ou la justice comme un ensemble d'institutions (police, tribunaux, prisons...) qui imposent le règne de la loi, sans lien nécessaire avec le principe philosophique. De quelle justice avons-nous besoin ?

Avons-nous bien réfléchi pour savoir si la genèse de notre problème est seulement politique ou sociologique ? Pouvons-nous soigner le mal de la Guinée sans connaître la racine du mal ?

Heureusement que nous avons encore de la chance, quelques personnes ressources qui ont vécu tous les grands moments de l'histoire cette République et qui connaissent parfaitement les tenants et les aboutissants de notre mal soient parmi nous. Alors, avant qu'il

ne soit trop tard, Ils (personnes ressources) doivent accepter de s'asseoir autour d'une table, discuter, analyser et trouver une solution définitive et objective à notre mal.

Sinon, nous allons beau parler, nous ne trouverons pas de solution à nos problèmes parce que la genèse de notre mal n'est pas que politique, elle est aussi sociologique. Donc, lorsque nous réclamons tous la justice, il faudrait aussi réfléchir et se poser la question de savoir est-ce que la justice dont nous réclamons tous est la solution à nos problèmes et n'a-t-elle pas des conséquences sachant bien que le mal du pays est profond et plus âgé que la génération des années 70? Guillaume Povel le disait, je cite : « La justice trop aveugle, c'est le risque certain de rendre un coupable innocent et un innocent coupable, il serait utile parfois que le bandeau aveuglant tombe! ».

Parlant de ce bandeau aveuglant, Guillaume ne faisait-il pas allusion à une justice plutôt sociale ? Comme le confirme d'ailleurs Monsieur Jean-Luc Porquet dans son ouvrage intitulé « Que les gros salaires baissent la tête ! » dans lequel, il nous dit que : « Ça paraît un peu idiot de le rappeler : une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale... ».

Donc, ces personnes qui ont vécu tous ces moments de notre histoire et qui sont parmi nous doivent accepter de prendre la parole dans un langage franc et sincère pour nous éviter le pire ou la perdition de sa génération qui semble connaître l'histoire du pays mais en réalité, elle n'en connaît rien.

Que Dieu soit avec nous

Oumar Diané, Citoyen libre

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service  
des peuples  
et des nations

## Le PNUD/GUINEE RECHERCHE :

- **Consultant National, Ingénieur en génie civil ou génie rural pour le suivi et le contrôle de qualité de 3 infrastructures en construction dans les villages cibles MANGATA (Préfecture Coyah), HOWOUROU et FORO) ;**
- **Consultant National, Expert (Gestion axée sur les résultats) ;**
- **ONG pour la Prévention des conflits intercommunautaires en Guinée forestière par une économie mutualisée et l'amélioration de la gouvernance ;**
- **Consultant chargé de réaliser une analyse critique des faiblesses et insuffisances du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance foncière en Guinée, ainsi que sa cohabitation avec le droit coutumier lié au foncier et à l'accès des femmes ;**
- **SELECTION DE DEUX (02) PRESTATAIRES POUR LA FOURNITURE DES SERVICES TELEPHONIQUES ET DE INTERNET MOBILE AU PNUD GUINEE DANS LE CADRE D'UN CONTRAT A LONG TERME (LTA).**

Les consultants intéressés sont priés de consulter la version intégrale de l'invitation à

Soumissionner pour les spécifications à travers les liens ci-dessous :

[https://procurement-notices.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=85408](https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=85408) (**Consultant National, Ingénieur en génie civil ou génie rural pour le suivi et le contrôle de qualité de 3 infrastructures en construction dans les villages cibles MANGATA (Préfecture Coyah), HOWOUROU et FORO) ; La date limite de dépôt des offres est pour le 19 Novembre 2021 à 00Heures 00 mn.**

[https://procurement-notices.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=85407](https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=85407) (**Recrutement d'un(e) Consultant(e) national(e) « Consultant National, Expert (Gestion axée sur les résultats) ».) ; La date limite de dépôt des offres est pour le 19 Novembre 2021 à 00Heures 00 mn.**

[https://procurement-notices.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=85224](https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=85224) (**Recrutement d'une ONG pour la Prévention des conflits intercommunautaires en Guinée forestière par une économie mutualisée et l'amélioration de la gouvernance) ; La date limite de dépôt des offres est pour le 17 Novembre 2021 à 00Heures 00 mn.**

[https://procurement-notices.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=85222](https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=85222) (**Consultant chargé de réaliser une analyse critique des faiblesses et insuffisances du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance foncière en Guinée, ainsi que sa cohabitation avec le droit coutumier lié au foncier et à l'accès des femmes) ; La date limite de dépôt des offres est pour le 15 Novembre 2021 à 00Heures 00 mn.**

[https://procurement-notices.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=84973](https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=84973) (**SELECTION DE DEUX (02) PRESTATAIRES POUR LA FOURNITURE DES SERVICES TELEPHONIQUES ET DE INTERNET MOBILE AU PNUD GUINEE DANS LE CADRE D'UN CONTRAT A LONG TERME (LTA) ; La date limite de dépôt des offres est pour le 30 Novembre 2021 à 00Heures 00 mn.**

Les dossiers de soumissions des offres doivent être envoyés uniquement par e-mail à l'adresse : [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)

« Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.  
Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.  
En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : [jedenoncelacorruption.gn@undp.org](mailto:jedenoncelacorruption.gn@undp.org) »

**GUINEE CONAKRY**  
**1XBET**

**LOTTERIE NATIONALE GUINEE**

**PARIS SPORTIFS EN LIGNE**

**NUMERO VERT 625 66 66 66**

**Jouons responsable**

**GUINEE CONAKRY**  
**1XBET**

**LOTTERIE NATIONALE GUINEE**

**PARIS SPORTIFS EN LIGNE**

**NUMERO VERT 625 66 66 66**

**Jouons responsable**